

Charles Akande, rédacteur

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Au bord de l'abîme

Les membres de l'OMC se sont réunis selon diverses configurations tout au long de la semaine et pendant le week-end des 16 et 17 novembre pour résoudre les désaccords au sujet des enjeux de l'agriculture compris dans l'ensemble de Bali, en l'occurrence l'administration des CT, les subventions à l'exportation et la sécurité alimentaire.

Plus tôt cette semaine, les membres ont failli s'entendre sur un texte traitant de la sécurité alimentaire, incitant le directeur général de l'OMC, M. Roberto Azevêdo, qui se sentait rassuré à tort, à faire porter principalement son énergie sur le règlement des différends qui opposent la Chine et les États-Unis au sujet de l'un des deux icebergs que l'on a décelés sur la route menant à Bali : l'administration des CT. Ceci a effectivement mis en veilleuse les pourparlers restants sur la section II de la facilitation des échanges qui traite du lien entre la section I (enjeux techniques) et l'aide financière que recevraient les pays en développement des bailleurs de fonds après s'être engagés à respecter les dispositions exécutoires.

M. Azevêdo a été en mesure de trouver, lors des consultations dans le Salon vert, une solution à l'administration des CT qui semblait acceptable à la Chine et aux États-Unis comme base de négociations supplémentaires. Ce texte de compromis, ont déclaré des sources, limiterait la durée de la proposition sur l'administration des CT (à six ans) afin de donner suffisamment de temps aux membres pour qu'ils trouvent une solution permanente à la façon dont le mécanisme s'appliquerait aux pays en développement, c.-à-d. la « solution de temporisation », comme il est convenu de l'appeler, qui pourrait être interprétée comme une sorte de clause de paix s'appliquant aux pays en développement dans le contexte de l'administration des CT.

Quoi qu'il en soit, l'atmosphère optimiste du 13 novembre a été de courte durée, car dès le lendemain, certains membres du G-20, parmi lesquels l'Argentine, l'Indonésie, le Mexique et la Thaïlande, se sont opposés à la solution de temporisation, exigeant un règlement définitif du problème.

En outre, l'Inde a menacé, plus tard au cours de cette même journée, de faire machine arrière sur l'éventuel texte de compromis de la clause de paix pour la sécurité alimentaire qui avait été arrêté le 13 novembre et a proposé de limiter la durée de la clause à quatre ans. Les États-Unis souhaitent que la clause soit établie pour seulement deux ans, tandis que les membres du G-33 espéraient de la maintenir jusqu'à ce qu'un nouvel accord soit conclu sur le Cycle de Doha.

L'Inde a changé d'avis après que son ministre du Commerce et de l'Industrie, M. Arund Sharma, eut expédié une lettre au représentant au Commerce des États-Unis, M. Michael Froman, dans laquelle il déclarait avec insistance que la solution pour la sécurité alimentaire sur laquelle on s'était entendu le 13 novembre et que l'on envisageait d'appliquer à deux ou trois produits au maximum, était bien loin de répondre aux exigences de l'Inde et « [traduction] imposerait des conditions onéreuses qui restreindraient considérablement son utilisation ». En outre, l'Inde, d'après ce que M. Sharma a écrit, souhaite que la clause de paix s'applique à 5 à 7 produits au lieu du maximum perçu de trois.

M. Azevêdo a poursuivi ses consultations tout au long du week-end et, selon les fonctionnaires, elles se sont bien déroulées, amenant les membres à une bien meilleure entente au sujet de la concurrence à l'exportation et de l'administration des CT. Les fonctionnaires continueront leurs pourparlers cette semaine dans l'espoir de conclure un marché avant le 21 novembre, date à laquelle ils devront envoyer tous les documents afférents à Bali à leurs capitales pour les faire approuver.

Prochains événements

- Consultations intensives sur l'ensemble de Bali, 12-21 novembre 2013
- Conseil général, 22 novembre 2013 (provisoire)
- Négociateurs principaux et experts clés du PTP, 19-24 novembre 2013, Salt Lake City
- 9^e Conférence ministérielle (CM9) de l'OMC, 3-6 décembre 2013, Bali
- Conférence ministérielle du PTP, 7-10 décembre 2013, Singapour

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca/.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254



Dairy Farmers
of Canada
Les Producteurs laitiers
du Canada



Chicken Farmers
of Canada
Les Producteurs de
poulet du Canada

EGG FARMERS
OF CANADA
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA
Dédiés à la qualité



TURKEY FARMERS
OF CANADA
LES ÉLEVÉS DE DINDON
DU CANADA

Canadian
Hatching Egg
Producers



Les Producteurs
d'œufs d'incubation
du Canada